

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr.; — L'abonnement continue, sauf avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes. — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. Pardon et Fils, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 13, 7 18, 8 45, 9 48, 11 46. m., 12 23 1 58, 3 39, 5 13, 6 48, 7 28, 8 28, 9 38, 11 08. s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 38, 7 18, 8 45, 10 18, 11 28, m., 1 26, 2 45, 5 10, 5 38, 7 18, 8 23, 10 36, 11 38 Lille à Roubaix, 5 15, 6 55, 8 22, 9 55, 11 05, 12 57, 2 22, 4 47, 5 20, 6 55, 8 00, 10 13, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 6 05, 7 10, 8 05, 9 40, 11 31, 12 15, 1 50, 3 31, 5 05, 6 07, 7 29, 8 18, 9 38, 11 00. Mouscron à Lille, 6 52, 9 22, 11 20, 11 57, 3 13, 4 47, 5 49, 7 02, 9 05 DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 27, 7 36 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 00 soir

BOURSE DE PARIS

DU 4 DÉCEMBRE	
0/0	62 60
4 1/2	89 25
Emprunts (5 0/0)	99 00
DU 5 DÉCEMBRE	
3 0/0	62 60
4 1/2	89 25
Emprunts (5 0/0)	99 05

ROUBAIX, 5 DÉCEMBRE 1874

BULLETIN DU JOUR

acclamé. Voilà comment on accueille sur les bords fleuris du Tage les avances du parti ibérique.

La République est-elle possible en France? Cette question, si souvent posée, vient d'être traitée d'une façon curieuse par une revue radicale de Londres, la *Fortnightly Review*. La *Revue Britannique* a traduit ce travail important dont les conclusions sont d'autant plus intéressantes, qu'elles ne sont point traitées dans le sens conservateur, et que l'article est d'un démocrate anglais.

Il estime que « la transformation d'un vieil Etat despotique en une république libre, est une entreprise dont l'histoire n'offre encore aucun exemple heureux, et que l'insuccès s'explique du reste par les lois qui régissent les sociétés humaines. »

Parmi les arguments à l'appui de sa thèse, il cite les profondes divisions du parti républicain sur lesquelles la cohésion présente ne doit pas faire illusion, puis la question de la présidence.

En Amérique, l'opinion est foncièrement homogène. Il n'y a point de rivalités héréditaires d'une classe à l'autre. Les antagonismes religieux se neutralisent par leur multiplicité même. En France, toutes ces conditions sont précisément retournées. Les animosités entre classes sont féroces, les différences d'opinion absolues, et le fanatisme catholique a pour pendant le fanatisme de la libre-pensée. Et c'est dans une société pareille qu'on propose d'élire un premier magistrat armé de pouvoirs très étendus; non-seulement de l'élire, mais de le remplacer périodiquement. La grande misère des présidences, la transition d'un titulaire à l'autre, si laborieuse dans les circonstances les plus favorables, serait ici cent fois plus critique. L'amour du pouvoir et des places, inhérent à tous les hommes, est la manie des Français. Ils se disputent avec acharnement le moindre poste qui confère un peu d'autorité. Si la plus haute charge du pays était livrée en proie à l'ambition des compétiteurs, la vivacité de la lutte bouleverserait la société. Ce serait révolution organisée en permanence.

Si une république se fondait, elle se trouverait prise entre deux feux, entre les ennemis déclarés et les amis mécontents, les pires de tous, comme le dit fort bien l'auteur anglais, la coalition des chefs n'implique pas nécessairement la coalition des partis eux-mêmes: aussi la nécessité de se défendre mènerait-elle la république à des mesures répressives qui réaliseraient le goût national pour l'absolutisme.

Conclusion: une république parlementaire est impossible en France. Chemin faisant, de très curieuses digressions, celle-ci, par exemple.

Les Français ne savent pas discuter. Leur talent oratoire est de premier ordre, mais il n'est point de l'ordre délibératif. Un trait qui les caractérise, qui frappe tous les étrangers, dont ils conviennent eux-mêmes quand on appelle leur attention sur ce point, est la peine qu'ils ont à écouter, je ne dis pas un adversaire, mais un orateur quelconque, dans une réunion tant soit peu nombreuse, depuis les salons du riche jusqu'aux cabarets du pauvre.

Ils n'ont point l'air de se soucier d'entendre ni même d'être entendus, mais seulement de parler. On voit tous les jours à l'Assemblée nationale des groupes entiers d'honorables représentants qui se complaisent à vociférer au milieu d'un vacarme dans lequel personne ne distingue sa propre voix, et, le même soir, la même scène se reproduit chez un amphitryon où l'on dîne.

Chacun interrompt ses voisins et s'abandonne à son inspiration, sans égard pour les droits ou le plaisir d'autrui. Tant qu'il ne s'agit que des relations du monde, cela ne tire pas à conséquence, parce que les Français méritent parfaitement leur réputation de bohomie. Leur indomptable vivacité paraît fâcheuse; elle n'inspire point de rancune. Dans l'arène de la politique, c'est au contraire un défaut déplorable, qui empêche toute délibération sérieuse, qui change en une source empoisonnée de colère et de haine les moyens mêmes de s'entendre et de s'accorder. L'expérience démontre qu'en France les assemblées sont une cause trop efficace d'alarçade et d'irritation. Et, en effet, un échange perpétuel de provocations, de sarcasmes, d'insultes quelquefois grossières, n'est guère propre à humaniser les sentiments.

Causeries économiques

(Suite)
LE TRAVAIL EST UNE SOURCE DE PRODUCTIONS ET DE BIEN-ÊTRE POUR L'HOMME.

IV
Le travail opiniâtre est, nous l'avons vu dans l'article précédent, la source primitive du bien-être de l'homme. C'est par l'emploi intelligent et raisonné de ses facultés, c'est par l'observation et l'activité qu'il arrive à posséder ce qui lui faisait défaut.

Stimulé par des besoins incessants, il a cherché à maîtriser la nature, et grâce à l'observation, grâce surtout à son intelligence, il est parvenu à transformer sa condition et à faire un monde complètement différent de celui qui existait d'abord autour de lui.

Le travail est donc une nécessité première, il assure l'existence de l'homme, il lui donne le bien-être, il lui procure non-seulement cette médiocrité dorée dont parle le poète antique, mais jusqu'à la fortune.

C'est aussi une nécessité implacable. Il n'admet ni relâche, ni trêve, ni merci. Si l'homme s'arrête un moment de sa tâche, s'il suspendait un moment ses efforts, il ne tarderait pas à se débâter et à devenir un être à part dans la création, en un mot, une sorte de monstre: *Vade ad formicam, piger, et considera, va à la foumi, parosseux, et, après avoir considéré ce qu'elle fait, refuse, si tu l'oses, de l'imiter et de remplir la tâche qui t'a été imposée, et consens à descendre de la place d'honneur qui t'a été assignée pour marcher à la suite de ce petit insecte.* Va à la fourmi, parosseux, et prends exemple sur elle!!

V
Le travail est, en outre, une nécessité féconde.

Aujourd'hui il vaut mieux être artisan de Paris ou de Rome que nos moindres villes, qu'autrefois riche bourgeois d'Athènes ou de Rome.

Que de progrès réalisés depuis cette époque! Nous n'en sommes plus au bronze noir si vanté des anciens. Que d'objets de luxe alors, devenus aujourd'hui d'un usage commun et journalier!

Dans nos constructions, le chêne a remplacé le saule. Les fourchettes semblaient une corruption à leur origine. Un vieux chroniqueur italien, Dandolo, parlant de la femme d'un doge de Venise, qui se servait la première de fourchettes d'or, nous affirme sérieusement que « par punition du ciel, cette femme exhala de son vivant une odeur de cadavre. »

Le mouchoir était de luxe pour les seigneurs de la cour d'Henri II. Henri IV était si peu à l'abri du vent et du froid dans son palais, que sa moustache gelait. Mme de Sévigné, sous Louis XIV, ne voyait dans l'usage du café qu'un caprice momentané, et, au dix-huitième siècle, un économiste anglais nous apprend que les sabots étaient des objets de luxe pour les ouvriers de nos campagnes.

Young, dans ses voyages, rapporte que la plupart des fermiers étaient obligés de vivre de châtaignes et qu'ils habitaient de misérables chaumières dont les fenêtres n'avaient pas souvent de vitres.

Da nos jours, l'usage des objets devient plus général, plus populaire, en un mot, plus accessible à tous. L'aïeance tend de plus en plus à se répandre dans les masses. Chose bien importante et digne de remarque, car une fois les besoins rudimentaires, matériels satisfaits, de nouveaux besoins d'un ordre plus élevé se font sentir.

On éprouve la nécessité de plaire à l'imagination et aux goûts; de la l'es-or donné aux beaux-arts, à la peinture, à la sculpture et aux belles-lettres; on sent le besoin de s'instruire, de lire les livres, les conférences et les cours. En un mot, les besoins, loin d'être une quantité fixe, invariable, sont en fait multiples et progressent indéfiniment.

Or, à mesure que les besoins augmentent, le travail se développe. D'un autre côté, lorsque le bien-être et l'aisance se généralisent et se répandent dans les masses, le sentiment de la dignité s'affirme. Ce sentiment passe de l'extérieur à l'intérieur, se traduit, si je puis m'exprimer ainsi, sous une forme sensible, apparente.

Les meilleurs ouvriers sont ceux dans les maisons desquels règne le plus d'ordre et de propreté.

« Quand vous inspectez une ferme, disait Mathieu de Dombasle, il faut voir la manière et l'ordre dans lequel les instruments sont déposés. »

De même, lorsque vous visitez les jardins de nos modernes cités ouvrières, si vous rencontrez des haies bien taillées, des parterres bien soignés, des fenêtres au bord desquelles s'étaient des fleurs odorantes, vous pouvez être sûr que dans l'intérieur règne la paix, la probité, le travail, le bonheur et le sentiment religieux.

VI
Parmi toutes les choses essentielles à la vie, il y en a deux qui méritent d'être signalées à cause de leur caractère original et distinctif: la terre et la monnaie.

La terre est la source commune de la richesse; ce n'est point toute la richesse, mais c'est la seule qui ne périsse point et se retrouve toujours en entier.

La monnaie est l'objet de nos desirs et de nos préférences, parce qu'elle est de nature à s'échanger contre toutes sortes de marchandises, et qu'elle les représente toutes. C'est l'image conçue des autres richesses. Avec elle, l'homme peut se procurer tout le bien-être matériel possible ici bas.

VII
Le travail naît du besoin, il lui survit. C'est la son originalité, sa véritable grandeur et sa beauté. Il devient le fondement

de la moralité humaine, l'honneur et la dignité de l'homme.

Le travail, c'est l'activité dans toute son expression, et cette activité, nous la rencontrons partout. Dans l'univers, tout est mouvement, tout est déploiement de forces, partout on ne voit qu'effort, énergie.

VII
L'activité, le travail, c'est la vie; c'est bien une nécessité, une obligation, mais c'est aussi une joie, un plaisir. Il suffit de nous rappeler la satisfaction que nous éprouvons quand nous avons terminé un travail pressé, même quand nous avons accompli notre œuvre journalière.

Il y a dans le travail la satisfaction de l'amour propre, du devoir rempli. Plus une œuvre est difficile, plus nous sommes fiers d'en avoir triomphé. Il y a aussi en lui le plaisir de la lutte; en travaillant, on soumet, on discipline les forces de la création. Les premiers efforts peuvent être et sont souvent difficiles, mais les difficultés une fois vaincues, le travail devient une agréable nécessité.

La richesse, comme nous venons de le démontrer, ce n'est ni l'or, ni l'argent, ni la terre, il faut la faire remonter à une source plus morale, plus élevée, au travail, au développement de l'homme, à l'âme, au corps de l'homme et à son énergie.

E. CHARLES.

LETTRES DE PARIS

(Correspondances particulières du Journal de Roubaix).

Paris, 4 décembre.
Décidément, de toutes les suppositions que provoquait depuis quinze jours la prochaine publication du Message, c'est celle du *Times* qui avait raison; le message, au moins en ce qui concerne la politique intérieure, peut se résumer en ces mots: Vous m'avez confié le pouvoir pour sept ans; faites ce que vous voudrez, j'y resterai à mon poste jusqu'à l'expiration des sept ans.

Comme vous levez bien le penser, tout le monde n'est pas satisfait: les radicaux constatent que le président de la République n'a pas prononcé une seule fois le mot de république; et les républicains conservateurs, ceux qui demandent au maréchal d'organiser la république, constatent qu'il n'a pas employé le terme de lois constitutionnelles.

En somme, dans le parti républicain on déclare que le message est bien pâle, qu'il ne change rien à la situation, et qu'autant eût valu ne pas parler. A l'extrême droite aussi, on a pu voir une réponse indirecte à la dernière lettre de M. le comte de Chambord dans ce passage: « Je n'ai accepté le pouvoir pour servir les aspirations d'aucun parti. »

Mais il faut être juste: ces paroles sont aussi une réponse à ceux qui ont l'audace d'accuser le roi d'échafauder pour escamoter la volonté nationale au profit de la famille d'Orléans.

Mais les hommes modérés, ceux qui comprennent combien il serait difficile en ce moment d'établir un régime définitif, trouvent que le maréchal ne pouvait mieux ni autrement parler. Est-ce qu'il ne vient pas précisément de rétablir la balance égale entre tous les partis; est-ce qu'il ne vient pas, au nom du gouvernement, d'affirmer de nouveau la trêve des partis?

Quant aux lois d'organisation de son pouvoir personnel, car le maréchal s'est abstenu de parler de toute transmission éventuelle du pouvoir, le message promet à l'Assemblée le concours actif du gouvernement; mais il lui fait bien comprendre aussi que le gouvernement n'est pas chargé de faire seul les lois, mais de veiller à leur exécution.

Le maréchal s'est donc placé sur le seul terrain où puisse se reconstruire la majorité du 24 mai, qui est sa propre origine; et même cette majorité peut et doit s'accroître par l'adhésion d'un certain nombre de membres du centre gauche. Le *Rappel* constate lui-même le fait ce matin; il avoue qu'il n'y a guère plus de 25 membres de ce groupe qui songent à une alliance possible avec le centre droit. N'y eût-il en effet que 25 députés, votant autrefois contre le gouvernement, qui se disposent à voter désormais pour lui, que ce serait déjà un fait très important, si l'on se rappelle que la majorité obtenue par les ministres dans les grandes circonstances variait de 30 à 60.

Nous croyons que le message sera aussi bien accueilli en province qu'à Paris par tous les conservateurs. Il y a une phrase qui le résume d'une façon simple et nette; c'est celle-ci: « Dans tous les cas, rien ne me découvrira dans l'accomplissement de ma tâche. »

Nous pouvons donc être rassurés pour le maintien de l'ordre public jusqu'en 1880, ou du moins tant que le maréchal vivra. C'est à l'Assemblée maintenant à examiner s'il y a lieu de prendre une décision d'avance pour le cas où le maréchal viendrait à mourir avant 1880.

Le message présidentiel ayant préparé les voies pour la conciliation entre les groupes conservateurs, on annonce déjà que la droite et l'extrême droite doivent se réunir pour délibérer sur une action commune; elles s'entendraient ensuite avec le centre droit, afin d'arriver à pouvoir se concerter

sur toutes les questions comme font les trois groupes de la gauche.

L'extrême droite, à la suite de la lecture du message, a renoncé à déposer une interpellation relative au rappel de l'*Orléaniste* de Civitta-Vecchia.

On assure que le passage où le maréchal fait allusion aux fraudes commises au détriment du trésor concerne les raffineries qui seront désormais soumises à l'exercice. De ce fait on compte qu'il restera au trésor de 4 à 5 millions. Il s'agit également des fraudes commises sur les alcools.

Les bruits de modifications ministérielles circulent de nouveau, et il paraît difficile que le cabinet actuel puisse durer jusqu'au mois de janvier, bien que la gauche elle-même se soit engagée à ajourner les grands débats politiques. Il est certain que plusieurs ministres ne se trouvent plus, par les actes comme par les tendances, dans les conditions nécessaires pour exécuter loyalement la trêve des partis.

On dit que ce ne serait plus M. de Broglie, mais M. de Fourtou qui serait la clef de vote du futur ministère. M. de Broglie s'est-il dérobé volontairement, préfère-t-il rester au second plan afin de ne pas resusciter contre le ministère tout entier des immités qui lui sont personnelles? Je ne pourrais encore vous le dire. Mais ce qui est certain, c'est que M. de Fourtou semble jour de la faveur toute particulière du maréchal; et comme on sait que c'est un homme qui va droit au but sans s'arrêter à toutes les finasseries parlementaires, son retour aux affaires sera vu avec satisfaction par la majorité prête à s'affirmer.

Il est à remarquer que les feuilles radicales et même les feuilles républicaines ne parlent plus de la dissolution de l'Assemblée et se gardent bien de poser le dilemme sur lequel elles s'exerçaient il y a six mois: Proclamation de la République ou dissolution.

La raison en est que les dernières élections municipales en province leur ont montré le danger d'un renouvellement immédiat de l'Assemblée. L'une d'elles signalait même un mot qu'un député du centre aurait adressé à un de nos ministres qui le consultait sur l'état de l'opinion dans les départements: « Les villes sont républicaines, les campagnes sont bonapartistes. » Le ministre en question n'est ni bonapartiste ni républicain.

C'était hier, jour de grande représentation, non-seulement au théâtre de Versailles, mais aussi, à Paris, au Théâtre de la Gaîté: on y donnait la première de *La Haine*, drame historique, on pourrait dire patriotique, de M. V. Sardou. Tous ceux qui ont vu la pièce assurent que c'est la meilleure œuvre de l'auteur. Non-seulement il y a à un drame vigoureusement charpenté, exécuté à merveille par d'excellents artistes, avec une mise en scène grandiose, mais il y a une œuvre puissante qu'un souffle patriotique anime d'un bout à l'autre. L'auteur nous montre des partis prêts à s'entre-déchirer et oubliant leurs querelles civiles pour se réunir en face de l'étranger. Pour Paris qui a fait le 4 septembre, y aura-t-il dans ce drame un enseignement? Nous ne l'espérons pas: le théâtre ne corrige pas les mœurs plus en pleurant qu'en riant.

L'Ambigu-comique a donné aussi une grande pièce, il y a deux jours, *Cocagne*. Le public était assez bruyant, surtout au Paradis dont la réputation est légendaire à ce théâtre. A un moment, au plus fort du tapage, on entendit une voix criant: des fauteuils d'orchestre! Eh! silence là-haut, les conseillers municipaux! On ne dit pas que le spectateur si irrévérencieux pour nos nouveaux édiles ait été mis à la porte.

Paris, 4 décembre 1874.

Le message ne produit pas beaucoup plus d'impression dans le public que dans l'Assemblée. Il a été écouté avec une attention silencieuse. Personne n'est satisfait. Les organes du centre droit expriment, il est vrai, leur approbation, mais avec une froideur visible. Le centre gauche et les gauches ne dissimulent pas leur mécontentement de voir le soin avec lequel le gouvernement a évité de faire entrevoir la solution républicaine. Il est vrai que la phrase finale sur la volonté de conserver jusqu'au dernier jour le pouvoir exécutif, cette phrase, la seule un peu accentuée dans le message, console les républicains et les radicaux, parce qu'ils voient dans cette péroraison une réponse à la lettre de M. le comte de Chambord.

« On dirait, écrit le *Républicain français*, qu'on a dépensé contre les prétentions de M. le comte de Chambord tout ce qu'on pouvait avoir de fermé, de décision et de netteté. » Le *Rappel* tient le même langage.

Le ton du message, si doux, si onctueux et si optimiste dans la première partie, et qui devient plus énergique à la fin, a fait dire que ce message commence par la symphonie pastorale et finit par la symphonie héroïque.

En réalité, tout le monde reconnaît qu'il ne change rien à la situation. En ce qui concerne les lois constitutionnelles, dont le mot n'est même pas prononcé, le message veut dire: Si vous votez les lois, vous me ferez plaisir, mais si vous ne les votez pas, je m'en passerai et je resterai.